

CHRONIQUE DU HAUT-DOUBS

Fermeture d'usines : rien à dire ?

Les fermetures d'usine ne cessent pas (100 000 emplois perdus sur le plan national, au 2^{ème} trimestre 2009, dont une majorité industriels) dans le Haut-Doubs, en particulier, comme on vient de le voir à Amancey et Charquemont. Le scénario est toujours le même : un télex annonce la fermeture, à Amancey où l'actionnaire de référence est américain, à Charquemont où un mandataire de l'actionnaire donne aux quarante salariés le choix entre prime de licenciement et déménagement en Suisse.

Ces fermetures sont-elles dues à la crise financière ou à la crise structurelle qui frappe la production industrielle française ? Pour ce qui est du Haut-Doubs, le scénario ne varie pas : après le départ de la main d'œuvre vers la Suisse voisine, ce sont les entreprises et l'investissement qui se délocalisent, avec un même résultat: ces fermetures valent effondrement du secteur industriel qui, hors BTP, représente la moitié de ce même secteur en Allemagne et en Suisse, manière, sans doute, d'illustrer le désastre posthume de la stratégie française de construction européenne, il y a un demi siècle : l'agriculture contre l'industrie allemande.

Faut-il reprendre l'antienne ? Les coûts de production en France sont de moins en moins compétitifs et frappés de péremption par l'ouverture au grand vent de la concurrence. Les entreprises sont doublement plombées, par la parafiscalité qui finance la protection sociale et par le gonflement du salaire brut qui interdit toute progression significative du salaire net, le seul qui compte pour son titulaire et qui justifie le slogan du parti libéral, vainqueur des dernières élections allemandes : « Plus de net sur le brut ».

Va-t-on attendre l'hémorragie totale pour endiguer le flot de la désindustrialisation ? La baisse des charges commence avec la suppression de la taxe professionnelle qui devrait valoir aux entreprises un allègement annuel de cinq à six milliards d'euros. Mais la clé est ailleurs, moins dans la réduction drastique de la dépense sociale, comme le fit le social-démocrate Schröder, que dans une remise à plat de la fiscalité. Faute de rentrées suffisantes par l'impôt direct (IRPP), soit cinquante milliards d'euros, alors que la seule charge de la dette, et encore, avec des taux très bas, dépasse les quarante-deux milliards, la fiscalité française fait peser tout le poids de la Sécurité sociale sur les seules entreprises. Obama qui peine à faire passer son projet d'assurance-santé pour tous, c'est-à-dire 15 % des Américains, désigne souvent la France comme modèle. Il se garde bien de préciser que ce modèle, récusé par l'immense majorité des Américains, précipite la fermeture des entreprises et génèrera vingt milliards d'euros de déficit, en 2009 et trente milliards en 2010.